

Suivi Hebdomadaire

Perspectives Économiques et Financières

02 juin 2020

Rédacteurs

Gestion

Recherche Economique

Tensions

La dimension géopolitique se rappelle aux marchés. Alors que l'ampleur des effets récessionnistes des réponses à la crise sanitaire se font jour, le climat géopolitique ne fait que s'assombrir notamment en Asie. Les armées indiennes et chinoises consolident leurs positions dans l'Himalaya, Taiwan subit des menaces peu voilées et devrait voir des exercices aéronavals cet été au large de ses côtes. Enfin, la reprise en main de Hong-Kong par la Chine malgré son statut spécial devrait faire acter par les Etats-Unis sa perte d'autonomie et mettre fin aux mesures commerciales préférentielles. La Chine, au départ de la pandémie, semble rompre avec sa posture de stabilité, évitant l'affrontement, force de propositions de nouvelles organisations régionales ou internationales. Une posture supposée attirer le flux des personnes, des investissements et des capitaux mais qui vacille avec le projet de loi sur la sécurité nationale applicable à Hong-Kong.

Comme souligné dans nos Perspectives Economiques et Financières, le monde de demain qui se dessine est bien un monde bipolaire, américain et chinois, avec un challenger, la Russie. Et la remise en cause de la mondialisation pourrait accélérer ce face à face entre ces 2 puissances. Un état potentiel de tension que les grands groupes internationaux auront à peser dans le cadre de leur plan stratégique de moyen terme. Dans ce moment de crispation diplomatique, l'Europe semble à la fois bien muette et absente, occupée à traiter au mieux le choc économique de sa zone alors que la situation internationale mériterait qu'elle se positionne de façon plus affirmée.

Sommaire

Suivi des marchés p2
Marchés obligataires
Marchés actions

Suivi macroéconomique p3
Etats-Unis
Europe
Asie

Suivi des Marchés

Obligataires

Aux Etats-Unis, les rendements sont en légère baisse. Le président de la FED réaffirme qu'il utilisera tous les moyens si nécessaires. En Europe, la proposition de plan de relance de la Commission (750 Md€ de subventions et prêts) et la poursuite du déconfinement ont alimenté une très nette compression des primes de risque entre les taux souverains à 10 ans de l'Allemagne et des autres pays de la zone euro. Le taux 10 ans italien passe en dessous de 1.50% et l'écart de rendement 10 ans entre l'Allemagne et la France est à 37pb. Les points morts d'inflation se tendent quelque peu sur la semaine. L'inflation anticipée, telle que mesurée sur la courbe souveraine allemande ressort à 0.56% par an pour les 10 prochaines années, en hausse de 8 pb. Les achats nets de la BCE sont en baisse sur la semaine dernière à 24.2Md€, dont 1.4Md€ pour le PSPP et 22.8Md€ pour le PEPP.

Actions

Les marchés actions européens poursuivent leur élan avec une performance 4,7% sur la semaine écoulée (indice MSCI EMU, Union Economique et Monétaire européenne).

La hausse, concernant tous les secteurs, a été alimentée par des secteurs sensibles aux taux d'intérêts à l'instar des banques, de l'immobilier et des services aux collectivités. Le plan de relance présenté par la Commission Européenne a également favorisé les secteurs cycliques tel que l'industrie et l'automobile notamment. De même, la Zone Euro surperforme sensiblement l'Europe à l'image du MSCI EMU (+4,7%) contre MSCI Europe (+2.8%). Au niveau géographique, la Belgique (+8,1%) et l'Espagne (+6,0%) affichent de meilleures performances par rapport à la Suisse (0,7%).

Depuis le début de l'année, Les indices de petites capitalisations (-16.1%) devancent les plus grandes avec -16.5% pour le MSCI Europe et -17,2% MSCI EMU.

Aux Etats Unis, le S&P 500 progresse à nouveau de plus de 3% sur la semaine dans un contexte de rattrapage des valeurs cycliques et décotées, caractérisé par la poursuite du rebond des valeurs industrielles et des financières mais également de l'immobilier et des services aux collectivités. A l'inverse, la rotation sectorielle pénalise les services de communication et la technologie qui sous performant. Ces secteurs font en outre l'objet d'attaques de Donald Trump qui accuse certains géants d'Internet de troubler la liberté d'expression en procédant à des censures sur leurs réseaux sociaux. Il a de ce fait mandaté la commission fédérale des communications afin de renforcer le contrôle de la responsabilité relative aux informations transitant sur les réseaux sociaux, à l'instar de ce qui régit les organismes de presse. Plusieurs géant du numérique comme Microsoft, Amazon ou Tencent se sont distingués cette semaine en annonçant des acquisitions ou des investissements dans les technologies du futur ce qui contraste avec les nombreux plans de réduction de coûts et d'effectifs émanant d'industriels, de compagnies aériennes ou de constructeurs automobiles.

La semaine a été haussière en Asie. Ce sont principalement les réouvertures progressives des économies asiatiques qui ont alimenté l'optimisme des investisseurs. En effet, tous les marchés asiatiques progressent sur la semaine.

Parmi les meilleurs performeurs, nous retrouvons le Japon qui bénéficie de la levée précoce de l'état d'urgence dans le pays. De la même façon, l'Inde, dont les indicateurs d'activité commencent à montrer des signes encourageants de rebond notamment dans les 5 plus grandes provinces du pays, grimpe sur la semaine. Enfin, l'Australie continue de bénéficier de la remontée des prix des matières premières.

A l'inverse, Singapour, pâtit de données macroéconomiques dégradées. Taiwan monte également moins que les autres pays de la région, du fait notamment du retard de performance de valeurs du secteur technologique, dont TSMC, impacté par les décisions récentes d'implanter une usine aux Etats-Unis et de ne plus fournir Huawei, jusqu'ici gros client. Enfin, la Chine enregistre une performance légèrement positive mais reste le meilleur performeur de la région depuis le début de l'année.

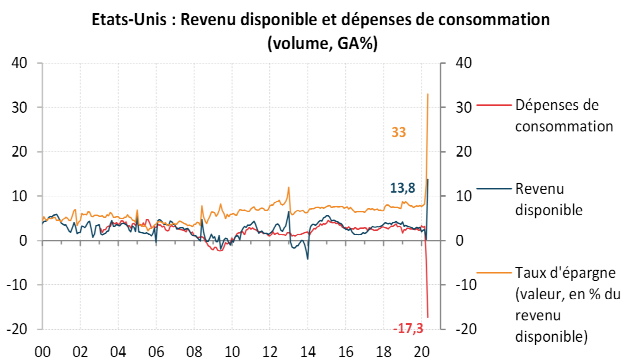
Suivi Macroéconomique

États-Unis

« Le revenu des ménages enregistre une forte hausse en lien avec les aides gouvernementales »

Les tensions se sont encore exacerbées cette semaine entre la Chine et les Etats-Unis. Le Président américain a annoncé vendredi le retrait des Etats-Unis de l'Organisation Mondiale de la Santé qu'il accuse depuis des semaines d'être biaisée en faveur de la Chine et d'avoir ainsi contribué à la propagation de la pandémie de covid-19. Par ailleurs, Donald Trump a déclaré que les mesures récemment annoncées par Pékin pour resserrer son contrôle sur Hong Kong pourraient remettre en cause le statut spécifique accordé à Hong Kong par les Etats-Unis. Le Président a également annoncé la suspension de l'entrée

sur le sol américain pour les ressortissants chinois considérés comme des risques pour la sécurité de la recherche scientifique américaine (environ 360 000 étudiants chinois étudient ou travaillent aux Etats-Unis, soit un tiers des étudiants internationaux). Aucun nouveau visa ne sera accordé à un Chinois ayant un lien avec une entité ayant de près ou de loin des applications militaires. Enfin, l'examen des entreprises chinoises cotées aux Etats-Unis devrait se renforcer. De son côté, le gouvernement chinois aurait demandé aux entreprises publiques de mettre en pause leurs achats de produits américains.



Sources: Coveo Finance, BEA

L'épargne personnelle est la différence entre revenu personnel disponible (Revenu personnel - Impôts sur le revenu et cotisations sociales) et les dépenses personnelles (dépenses de consommation, paiements d'intérêts et transferts courants). Définition différente de la FED qui considère l'identité Epargne Investissement.

les services de loisirs (-59%) et la restauration-hôtellerie (-51%). Côté revenu, le versement de chèques prévus dans le CARES Act à tous les ménages américains, ainsi que la hausse temporaire des indemnités chômage a un impact très fort sur le revenu d'avril, en hausse de 10,4% en glissement mensuel en valeur. Dans le détail, les transferts sociaux sont en hausse de 89% sur le mois, tandis que les revenus salariaux sont en baisse de 7,7%. Hors transferts sociaux, le revenu aurait reculé de 6,7%. La hausse exceptionnelle du revenu, conjuguée au coup d'arrêt sur la consommation, conduisent à un bond du taux d'épargne qui atteint un record de 33% du revenu disponible. Concernant le moral des ménages, la confiance du consommateur calculée par le Conference Board s'est stabilisée sur de faibles niveaux en mai. L'indice passe de 85,7 à 86,6 à la faveur d'une hausse des anticipations à 6 mois (96,9 contre 94,3), suggérant que les consommateurs envisagent une amélioration modérée de la situation économique à moyen terme (indice à 108 en février). Les perspectives sur les revenus restent toutefois dégradées : la part des ménages qui estiment que leur revenu sera en hausse à horizon 6 mois passe de 17% à 14%, un point bas depuis 2014.

Dans l'industrie, l'indicateur d'enquête ISM manufacturier s'est timidement redressé en mai à 43,1 contre 41,5 en avril, suggérant que le point bas de l'activité est passé, sans pour autant qu'une amélioration significative soit intervenue en mai. Les sous-composantes production et nouvelles commandes progressent davantage que l'indice total (+5,7 et 4,7 points respectivement) à 33,2 et 31,8, des niveaux qui restent très dégradés. Au-delà des données d'enquête, les commandes de biens durables se sont contractées de 17,2% en avril (-29,3% en GA). Il s'agit de la deuxième plus forte baisse enregistrée après celle du mois de mars à -16,6%. En avril, la contraction a été particulièrement marquée au niveau des équipements de transport (-42,7%) alors que les nouvelles commandes de biens de capital ont progressé de 8,2 %.

Sur le front de l'emploi, 2,1 millions de personnes supplémentaires ont fait une nouvelle demande d'assurance chômage la semaine dernière (jusqu'au 23 mai) soit un ralentissement après les 2,4 millions atteints la semaine précédente. Pour la première fois depuis le début de la crise, le nombre total de personnes percevant l'assurance chômage a baissé pour atteindre 21,1 millions pour la semaine se terminant le 16 mai, contre 25,5 la semaine précédente.

Le Président de la Fed de Saint Louis (membre non votant en 2020) a tenu des propos relativement optimistes cette semaine, en estimant que le taux de chômage serait de retour sous le seuil de 10% d'ici la fin d'année. (Le taux de chômage est passé de 4,4% à 14,7% de la population active en avril). M. Bullard envisage une contraction historique du PIB au deuxième trimestre suivie d'un fort rebond au troisième trimestre. Il a néanmoins mis en garde sur l'impact que pourrait avoir une fermeture trop longue de l'activité économique, avec le risque à terme que la situation se transforme en crise financière, puis en scénario de dépression.

Suivi Macroéconomique

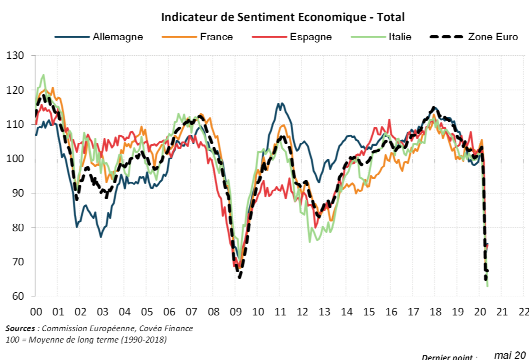
Europe

« La Commission européenne propose un Fonds de relance de 750 Mds€ »

Cette semaine l'actualité a principalement été marquée par la proposition de la Commission Européenne pour un plan de relance. Ce plan, intitulé « Next Generation EU » prendra la forme d'un fonds de 750Mds€ réparti entre 500 Mds€ de subventions et 250 Mds€ de prêts distribués entre 2021 et 2024. Ce fonds de 750 Mds€ sera financé à travers l'émission de dette par la Commission Européenne entre 2020-2024. Ces émissions seront remboursées à travers le budget de l'Union Européenne pas avant 2027 et pas après 2057. Pour aider au remboursement, la Commission propose la création de nouvelles ressources propres. La Commission propose également une augmentation du budget européen qui atteindrait environ 1 100 Mds€. Ces fonds seront distribués à travers des programmes déjà existants ou via de nouveaux. La majeure partie du plan de relance (560 Mds€) sera distribuée via la création d'une nouvelle facilité pour la reprise et la résilience qui aura pour objectif d'apporter « un soutien financier pour les investissements et les réformes, y compris en ce qui concerne les transitions écologique et numérique et la résilience des économies nationales ». La distribution des fonds par pays n'a pas été clairement précisée (on ne connaît pas la proportion de prêts et de subventions pour chaque pays). En revanche, la Commission a réalisé un document dans lequel elle propose une clé de répartition indicative des fonds (prêts et subventions confondus) par pays en fonction de plusieurs critères. Dans cette perspective, l'Italie et l'Espagne recevraient les plus grandes contributions : 20,4% du total pour l'Italie, soit 153 Mds€ et 19,9% pour l'Espagne, soit 149 Mds€. En déduisant la contribution des pays au budget de l'UE, l'Espagne sera la plus grande bénéficiaire net (82,2 Mds€) suivi de l'Italie (56,7 Mds€).

Les indicateurs de confiance publiés sur la semaine indiquent un contexte économique toujours très dégradé bien qu'un léger redressement se soit amorcé en mai avec la levée progressive des mesures de confinement. Ainsi,

l'indice de sentiment économique (ISE) de la Commission Européenne progresse de 2,6 points pour atteindre 67,5, un niveau qui reste historiquement bas (légèrement au-dessus du plus bas de 2008-2009, où l'ISE avait atteint 65). La reprise de l'indice traduit un léger mieux dans l'industrie manufacturière et dans la confiance des consommateurs. En revanche, la confiance dans le secteur des services et dans la construction recule à nouveau. La confiance dans le secteur de la distribution reste stable. Par pays, l'indice augmente en Allemagne à 75,3 (+3,2 pts) et en Espagne à 74,9 (+1,6 pt) mais recule légèrement en France à 67,6 (-1,9 pt) en raison d'une dégradation de la composante « Distribution ». En Allemagne, l'indice du climat des affaires allemand IFO se redresse quelque peu en mai (+5,3 points) et atteint 79,5. Il reste toutefois sur des niveaux historiquement en-deçà de ce qui a été atteint durant la crise de 2008-2009. L'amélioration du climat des affaires est liée à une meilleure perception des perspectives à six mois tandis que la perception de la situation économique présente recule légèrement.



Les estimations préliminaires de l'inflation en Zone euro indiquent une poursuite du ralentissement des prix en mai à 0,1% (contre 0,3% en avril) sur fond de recul des prix de l'énergie (-12,0 %, contre -9,7 % en avril). L'inflation annuelle atteint 0,2% en France (0,3% le mois précédent), 0,5% en Allemagne (0,8%), -0,9% en Espagne (-0,7%), -0,2% en Italie (+0,1%). Comme lors du mois précédent, la difficulté des instituts à collecter les données relatives aux prix pèse sur la qualité des statistiques.

Le nombre de demandeurs d'emploi en France enregistre une hausse historique en avril. Le nombre de demandeurs d'emploi de catégorie A, c'est-à-dire de personnes inscrites à Pôle emploi et qui n'ont pas travaillé du tout pendant le mois d'avril, a augmenté de 843 000 par rapport à mars (+22,6%). Selon Pôle Emploi, l'augmentation du chômage ne reflète pas une progression massive des licenciements mais un arrêt des embauches des entreprises.

En France, le gouvernement a annoncé le début de la deuxième phase de déconfinement. Les restaurants et cafés ainsi que les écoles pourront rouvrir à partir du 2 juin. Le gouvernement met également fin à la limite des 100 kilomètres à partir du 2 juin et se dit favorable à une réouverture des frontières intérieures en Europe à partir du 15 juin. Du côté des mesures budgétaires, le gouvernement français a dévoilé un plan de soutien pour l'automobile de 8 milliards d'euros. Ce plan notamment le versement de bonus pour les achats de voitures électriques et hybrides rechargeables, une accélération du déploiement des bornes de recharge, une extension de la prime de conversion et la mise en place de fonds d'investissement destinés à favoriser la modernisation de l'industrie automobile et sa relocalisation en France. Au **Royaume-Uni**, le gouvernement britannique a annoncé la réouverture des « commerces non-essentiels » à partir du 15 juin. Les marchés en plein air pourront rouvrir à partir du 1er juin. Les restaurants, pubs et autres cafés devraient rouvrir à partir du 4 juillet.

Suivi Macroéconomique

Asie et autres émergents

« Les officiels chinois restent offensifs sur Hong Kong et Taïwan »

La semaine aura été particulièrement animée sur le plan géopolitique par les échanges acerbes entre responsables américains et dignitaires chinois. Le parlement chinois a approuvé mercredi 27 mai le fait d'imposer une nouvelle législation sur la sécurité nationale à Hong Kong. Ce vote alimente les tensions diplomatiques entre le pays et les Etats-Unis qui ont souhaité dénoncer cette nouvelle législation devant les 15 membres du conseil de sécurité des Nations Unies, une requête refusée par la Chine. Les Etats-Unis ont alors déclaré que cette opposition, couplée aux défaillances affichées dans le traitement de la crise du Covid-19, aux constantes violations des engagements envers la charte des droits de l'Homme, ainsi que son comportement illégal en mer de Chine, illustre l'irresponsabilité de la Chine comme membre des Nations Unies. Mike Pompeo a aussi déclaré que dans ces conditions, **les Etats-Unis ne seraient plus en mesure de certifier l'autonomie de Hong Kong.** En réponse à ces interventions, Hong Kong a appelé les Etats-Unis à la retenue et à rester en dehors de ce débat, en alertant également Washington qu'un retrait du statut spécial sous loi américaine d'Hong Kong serait à double tranchant pour les Etats-Unis. De son côté la Chine a exhorté les Etats-Unis à cesser immédiatement sa politique de puissance et ses pratiques d'intimidation. Nous noterons que sur la semaine, les officiels chinois sont restés également offensifs sur la question taïwanaise, un général de l'armée chinoise déclarant la possibilité d'une intervention armée par la Chine si aucune autre issue pour stopper les velléités d'indépendance de l'île n'est trouvée.

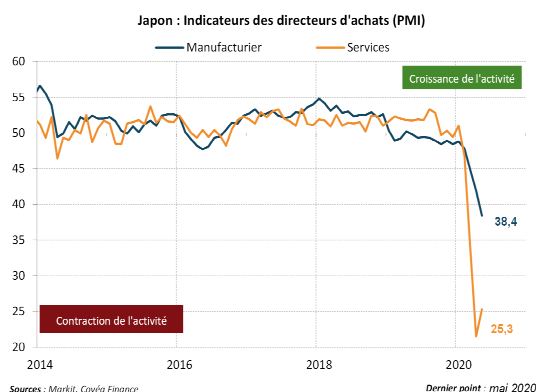
Sur le plan de l'activité économique, la confiance des directeurs d'achat a poursuivi son amélioration sur le mois de Mai, atteignant le niveau de 50,7 points. La communiqué de l'institut Markit signale une hausse de la production chinoise en lien avec l'assouplissement des restrictions liées à la pandémie de Covid-19, avec toutefois des conditions du côté de la demande restant faibles du fait de la poursuite de la baisse des commandes à l'exportation. Au niveau des données réelles, les profits du secteur industriel sont restés en recul à -4,3% en avril relativement à avril 2019, la contraction des profits s'étant tout de même nettement atténuée relativement à la baisse enregistrée en mars à -34,9%. Le secteur industriel chinois demeure néanmoins sous pression au regard de l'affaiblissement de la demande domestique et de la demande mondiale.

Enfin sur le plan monétaire, **le gouverneur de la Banque Populaire de Chine, Yi Gang, a réaffirmé l'intention de la Banque Centrale de renforcer sa politique économique et de poursuivre l'abaissement des taux d'intérêt sur les prêts.** Le 25 mai, la Banque Centrale a annoncé avoir abaissé le ratio de réserves obligatoires (RRR) pour les grandes banques à 11%.

Au Japon, les données économiques pour le mois d'avril illustrent la forte contraction de l'activité liée aux mesures de confinement et au ralentissement de la demande mondiale. En estimation préliminaire, la baisse de la production industrielle s'intensifie à désormais -15,3% relativement à avril 2019, les ventes au détail sont en baisse de -13,7% contre -4,6% le mois précédent et le taux de chômage poursuit sa progression modérée à 2,6% contre 2,2% en décembre dernier. La confiance des directeurs d'achat a amplifié son mouvement de repli en Mai, atteignant son plus faible niveau depuis 2009 à 38,4 points. Selon le communiqué de l'institut Markit, près de 55% des entreprises enregistrent une baisse des volumes de production relativement à avril. La baisse des nouvelles commandes observée en mai est la plus forte depuis février 2009.

Le gouverneur de la Banque du Japon, Haruhiko Kuroda, a signalé que l'autorité monétaire serait prête à prendre des mesures supplémentaires pour limiter l'impact économique de la pandémie. Elle pourrait étendre ses programmes actuels de prêts, baisser ses taux d'intérêt et accélérer ses achats de titres, voire proposer des mesures inédites si nécessaire.

Enfin en **Corée du sud,** la Banque de Corée a abaissé de 25 points de base son taux directeur à 0,5% à l'issue de son comité de politique



monétaire.

Tableaux synthétiques

INDICATEURS MACRO		déc.-19	janv.-20	févr.-20	mars-20	avr.-20	mai-20	juin-20	
Etats-Unis	Production Industrielle (volume, CVS, GA%)	-0,8	-0,9	-0,3	-4,9	-15,0			
	Dépenses personnelles de consommation (volume, CVS, GA%)	3,3	2,9	3,3	-4,4	-17,3			
	Créations / Destructions nettes d'emplois (non farm payrolls, milliers)	184	214	251	-870	-20500			
	Exportations (volume, CVS, GA%)	1,6	-1,8	0,4	-5,0				
	Salaires horaires nominaux (valeur, CVS, GA%)	3,0	3,1	3,0	3,3	7,9			
	Inflation (prix à la consommation, NCVS, GA%)	2,3	2,5	2,3	1,5	0,3			
Europe	Zone euro	Crédits aux entreprises (Valeur, NCVS, M ds €)	4463,3	4479,7	4483,9	4600,7	4673,7		
		Taux de chômage (%de la population active)	7,3	7,3	7,3	7,4			
		Inflation (prix à la consommation, NCVS, GA%)	1,3	1,4	1,2	0,7	0,3	0,1	
	Allemagne	IFO - Perspectives de Production à 6 mois (indice)	92,8	93,6	93,9	80,9	70,1	81,3	
		Ventes au détail (volume, CVS, GA%)	2,9	2,4	2,8	-1,6	-6,4		
		Commandes à l'industrie (volume, CVS, GA%)	-8,7	-0,9	1,9	-15,8			
		Exportations (valeur, CVS, GA%)	-0,7	-0,9	1,6	-11,6			
	France	Banque de France - Climat des affaires (indice)	92,2	92,3	92,5	51,6	47,9		
		Climat dans le secteur de la construction (indice)	14,7	9,3	10,8	8,9	-16,0	-19,3	
		Dépenses de consommation - Total (volume, CVS, GA%)	2,2	-0,7	-0,8	-17,0	-34,1		
		Production Industrielle (volume, CVS, GA%)	-2,9	-3,0	-1,7	-17,3			
	Italie	Exportations (valeur, CVS, GA%)	-2,2	-5,4	-1,3	-18,4			
		Production Industrielle (volume, CVS, GA%)	-3,4	-0,6	-2,3	-29,3			
		PMI Manufacturier (Indice)	46,2	48,9	48,7	40,3	31,1	45,4	
		Exportations (valeur, CVS, GA%)	4,0	2,4	4,4	-14,5			
	Espagne	Production Industrielle (volume, CVS, GA%)	1,1	-2,7	-1,5	-12,2			
		PMI Manufacturier (Indice)	47,4	48,5	50,4	45,7	30,8	38,3	
		Exportations (valeur, CVS, GA%)	4,0	2,4	2,3	-16,1			
	Royaume-Uni	Production Industrielle (volume, CVS, GA%)	-2,2	-3,1	-3,4	-8,2			
		Ventes au détail (volume, CVS, GA%)	0,6	0,9	0,2	-5,9	-22,6		
Inflation (prix à la consommation, GA%)		1,3	1,8	1,7	1,5	0,8			
Asie	Dépenses de consommation (volume, CVS, GA%)	-2,8	-4,4	-3,1	-6,9				
	Exportations (valeur, CVS, GA%)	-6,2	-3,4	-5,6	-10,2	-22,3			
	Salaires nominaux (volume, CVS, GA%)	-0,2	1,1	0,8	0,1				
	Inflation (prix à la consommation, NCVS, GA%)	0,8	0,7	0,5	0,4	0,1			
Chine	Production industrielle (volume, NCVS, GA%)	6,9		-13,5	-1,1	3,9			
	Ventes immobilières résidentielles (volume, GA% moyen depuis le début de l'année)	1,5		-39,2	-25,9	-18,7			
	Importations (valeur, NCVS, GA%)	16,5		126,5	-0,9	-14,2			
Autres émergents	Brésil	Production industrielle (volume, CVS, GA%)	-2,2	0,0	0,2	-7,9			
		Inflation (prix à la consommation, NCVS, GA%)	4,3	4,2	4,0	3,3	2,4		
	Russie	Production industrielle (volume, NCVS, GA%)	1,8	1,1	3,3	0,4	-6,6		
		Inflation (prix à la consommation, NCVS, GA%)	3,0	2,4	2,3	2,6	3,1		

05/03/2020 : date de nos dernières Perspectives Économiques et Financières

CVS : données corrigées des variations saisonnières, NCVS : données non corrigées des variations saisonnières

Sources : Thomson Reuters, Cov&Finance

Tableaux synthétiques

INDICATEURS DE MARCHES			31/12/19	05/03/20	29/05/20	Variation depuis le 31/12/19 (% ou pbs)*	Variation depuis le 05/03/20 (% ou pbs)*
Marchés obligataires	Taux directeurs (%)	Fed	1,75	1,25	0,25	-1,50	-1,00
		BCE	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
		BOE	0,75	0,75	0,10	-0,65	-0,65
		BOJ	-0,10	-0,10	-0,10	0,00	0,00
		Banque de Corée	1,25	1,25	0,50	-0,75	-0,75
		Brésil	4,50	4,25	3,00	-1,50	-1,25
		Russie	6,25	6,00	5,50	-0,75	-0,50
		Inde	5,15	5,15	4,00	-1,15	-1,15
		Chine	4,35	4,35	4,35	0,00	0,00
	Taux souverains 10 ans (%)	Etats-Unis	1,92	0,91	0,65	-1,26	-0,26
		France OAT	0,12	-0,35	-0,08	-0,20	0,27
		Allemagne	-0,19	-0,69	-0,45	-0,26	0,24
		Italie	1,41	1,07	1,48	0,06	0,41
		Royaume-Uni	0,82	0,33	0,18	-0,64	-0,15
Japon		-0,01	-0,11	0,01	0,02	0,12	
Corée du Sud		1,63	1,35	1,37	-0,26	0,02	
Brésil		3,71	2,95	5,02	1,30	2,07	
Russie	6,28	6,09	5,55	-0,73	-0,53		
Indice crédit	Indice IBOXX Eur Corporate	237,7	240,2	231,7	-2,52	-3,53	
Marchés des changes	Contre euro (1 € = ...devises)	Dollar	1,12	1,12	1,11	-1,0	-1,2
		Sterling	0,85	0,87	0,90	6,3	3,7
		Yen	121,8	119,3	119,8	-1,6	0,4
	Contre dollar (1\$ = ... devises)	Won	1167	1181	1238	6,1	4,8
		Real brésilien	4,0	4,6	5,3	32,4	15,6
		Rouble	62,1	67,6	70,2	13,0	3,7
		Roupie indienne	71,4	73,3	75,6	5,9	3,1
Yuan	7,0	6,9	7,1	2,5	2,9		
Marchés actions	Devises locales	Etats-Unis - S&P	3231	3024	3044	-5,8	0,7
		Japon - Nikkei 300	352	314	322	-8,5	2,7
		France - CAC 40	5978	5361	4695	-21,5	-12,4
		Allemagne - DAX	5971	5310	5079	-14,9	-4,3
		Zone euro - MSCI EMU	132	120	109	-17,2	-9,0
		Royaume-Uni - FTSE 100	7542	6705	6077	-19,4	-9,4
		Corée du Sud - KOSPI	2175	2085	2030	-6,7	-2,7
		Brésil - Bovespa	118573	102233	87403	-26,3	-14,5
		Russie - MICEX	3076	2817	2735	-11,1	-2,9
		Inde - SENSEX	41254	38471	32424	-21,4	-15,7
		Chine - Shanghai	3050	3072	2852	-6,5	-7,1
		Hong Kong - Hang Seng	28190	26768	22961	-18,5	-14,2
		MSCI - BRIC	1129	1066	951	-15,7	-10,7
	Euro	S&P (€)				-4,8	1,9
		Nikkei 300 (€)				-7,0	2,3
		FTSE 100 (€)				-24,2	-12,6
	Matières premières	Agricoles	Mais (centimes de dollar par boisseau)	388	385	326	-16,0
Indice CRB**			402	399	367	-8,6	-8,1
Energétiques		Pétrole (Brent, \$ par baril)	66	50	35	-46,5	-29,3
Métaux précieux		Prix de l'once d'Or	1523	1668	1737	14,0	4,1
		Prix de la tonne de cuivre	6174	5674	5377	-12,9	-5,2

*Variations en points de base (pbs) pour les taux souverains et les taux directeurs

**CRB : Indice des prix de 22 matières premières industrielles (59,1%) et alimentaires (40,9%). Cet indice n'inclut pas les prix de l'énergie.

05/03/2019 : date de nos dernières Perspectives Economiques et Financières

Sources : Covéa Finance, Bloomberg

Ce document est établi par Covéa Finance, société de gestion de portefeuille agréée par l'Autorité des Marchés Financiers sous le numéro 97-007, constituée sous forme de société par actions simplifiée au capital de 7 114 644 euros, immatriculée au RCS Paris sous le numéro B 407 625 607, ayant son siège social au 8-12 rue Boissy d'Anglas 75008 Paris.

Ce document est produit à titre indicatif et ne peut être considéré comme une offre de vente ou un conseil en investissement. Il ne constitue pas la base d'un engagement de quelque nature que ce soit, ni une évaluation de stratégie ni aucune recommandation d'investissement dans des instruments financiers.

Il contient des opinions et analyses générales et non personnalisées conçues par Covéa Finance à partir de données chiffrées qu'elle considère comme fiables au jour de leur établissement en fonction du contexte économique, mais dont l'exactitude et la validité ne sont toutefois pas garanties.

Les opinions exprimées dans le document peuvent faire l'objet de modifications sans notification.

Covéa Finance ne saurait être tenue responsable de toute décision prise sur la base d'une information contenue dans ce document.

Ce document est la propriété intellectuelle de Covéa Finance. Toute Utilisation (définie ci-après), reproduction ou diffusion de tout ou partie du présent document devra faire l'objet d'une autorisation préalable de Covéa Finance.

Le destinataire du présent document a connaissance et accepte que les données chiffrées, permettant d'établir les opinions et analyses générales et non personnalisées, peuvent être soumises à l'acquisition de droits vis-à-vis de tiers.

Par conséquent, les données chiffrées ne peuvent en aucun cas faire l'objet d'une quelconque Utilisation par le destinataire du document sans l'acquisition préalable des droits nécessaires directement auprès des tiers détenteurs de ces droits.

Par ailleurs, le destinataire du présent document a connaissance et accepte que Covéa Finance ne sera en rien responsable de toute utilisation faite desdites données chiffrées et assumera seul toutes les conséquences vis-à-vis des tiers détenteurs de droits associés à ces données.

L'« Utilisation » s'entend comme, et de manière non limitative, la manipulation de la donnée chiffrée, la distribution, la redistribution, l'intégration dans un système d'information ou dans des documents de tous types.